



78^{ème} Session de l'Assemblée générale
Deuxième Commission

2nd plenary meeting

Débat général
General debate

New York, le 02 octobre 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Avant toute chose, permettez-moi de vous féliciter et de vous remercier d'assumer la présidence de cette commission. La Suisse vous assure de son soutien dans l'accomplissement de votre tâche.

Monsieur le Président,

Lors du récent Sommet sur les ODD, les dirigeants se sont engagés à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. La deuxième commission se réunit ces prochaines semaines dans le même esprit.

Le progrès est possible. L'extrême pauvreté et la mortalité infantile ont continué à diminuer ces dernières décennies. L'accès à l'électricité a augmenté. Le taux de chômage devrait, quant à lui, repasser en dessous des niveaux d'avant la pandémie. Nous pouvons mesurer ces progrès grâce aux grandes avancées dans la collecte des données. Le constat général est toutefois sans appel: nous ne sommes pas sur la bonne route. Sur 37 pourcent des cibles, les progrès effectués ont stagné ou même régressé. Ces données mettent également en lumière des défis sans précédents. 2023 pourrait devenir l'année la plus chaude depuis le début des mesures. Sécheresse, incendies de forêts, inondations, phénomènes météorologiques extrêmes et violents: aucun pays n'est épargné par les effets du changement climatique. La Suisse ne fait pas exception: ses glaciers fondent à une vitesse alarmante, ce qui aura des conséquences sur les quantités d'eau douce disponible. Nos écosystèmes et la biodiversité sont en grand danger.

Les conflits et tensions géopolitiques constituent un autre obstacle au développement durable. Paix et développement durable sont intrinsèquement liés. Les risques pour la sécurité alimentaire mondiale sont ainsi exacerbés par l'agression russe contre l'Ukraine.

Nous nous devons alors de capitaliser sur le Sommet des ODD qui s'est tenu le mois dernier et donner un nouveau souffle à l'Agenda 2030, notre unique feuille de route commune et universelle pour un avenir durable et résilient.

Dans le cadre de sa stratégie de coopération internationale 2021-2024, la Suisse investit environ 11 milliards de CHF afin de contribuer à soulager la misère et la pauvreté dans le monde et promouvoir le développement durable. Sur le plan bilatéral, la Suisse est active dans quelques 41 pays au sein de quatre régions du monde. Elle soutient activement ces pays dans la création d'emplois décents et de la croissance économique durable, le développement des services de bases de qualité, la lutte contre le changement climatique et ses effets, ainsi que le renforcement de l'État de droit.

Monsieur le Président,

Au niveau multilatéral, la responsabilité nous incombe, dans le cadre de cette deuxième commission, de fournir les orientations et impulsions politiques pour accélérer la réalisation de l'Agenda 2030. Chaque Etat ici présent a la responsabilité de mettre en œuvre les ODD avec des politiques nationales ciblées et efficaces. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie nationale de développement durable, la Suisse a ainsi défini des mesures concrètes en faveur de politiques durables au niveau national.

Lors des négociations à venir, la Suisse soutiendra les principes inclusifs ancrés dans l'Agenda 2030. Compte tenu de la complexité des défis auxquels nous faisons face, nous devons dialoguer de manière constructive et faire tout notre possible pour parvenir à des compromis. Nous promouvons en particulier un langage ambitieux dans le cadre de la lutte contre le changement climatique en vue de la COP28 à Dubaï. Nous devons impérativement réduire les émissions de gaz à effets de serre mais aussi limiter drastiquement la pollution et la perte de biodiversité. La Suisse s'engagera également pour la mise en œuvre concrète de l'ODD 6 et le suivi des résultats obtenus lors de la Conférence de l'ONU sur l'eau tenue en mars. La transformation vers des systèmes alimentaires plus durables, sains et équitables, la réduction des risques de catastrophe suite à l'examen de mi-parcours du Cadre d'action de Sendai, la science, la technologie et l'innovation, ainsi que la coopération digitale, feront également partie de nos priorités. Nous devons notamment favoriser une transformation digitale inclusive car elle constitue un levier crucial pour accélérer la mise en œuvre des ODD.

L'Agenda 2030 nécessite une architecture financière internationale efficace, efficiente et transparente. En plus, la Suisse s'intéressera particulièrement aux questions de financement, en soulignant notamment l'importance de la lutte contre la corruption et le renforcement de la coopération concernant le recouvrement de biens illicites.

Enfin, la Suisse est honorée de pouvoir à nouveau faciliter la résolution des activités opérationnelles pour le développement qui est particulièrement importante dans la perspective d'une mise-en-œuvre effective des réformes et de l'examen quadriennal complet. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de travailler avec toutes les délégations afin de parvenir à un résultat ambitieux et consensuel.

A mi-parcours de l'Agenda 2030, nous devons tous ici présent nous rappeler ce pourquoi nous nous étions engagés en 2015 et restaurer l'élan positif créé alors. Nous le devons aux générations futures qui comptent sur nous pour trouver des solutions globales et concrètes.

Merci de votre attention.